

QUELQUES ELEMENTS POUR UNE NOUVELLE REPRESENTATION DE L'INFORMEL

Par Mme BOURAS Zohra *

L'informel est-il une catégorie économique entière avec ses soubassements théoriques et idéologiques ?

Tel est le point de départ de cette contribution qui tente de souligner les nécessités de codification de l'informel et de proposer un cadre de lecture en référence aux multiples fonctions économiques et sociales qu'il remplit. S'il en est, la quantité et la variété des recherches et analyses qui ont été consacrées à cette notion pèchent par excès d'empirisme et ont tendance à ne s'accorder que sur des surfaces restreintes qui ne satisfont ni au critère de l'exhaustivité ni à celui des fondements systémiques que de telles approches nécessitent. Ce que le réalisme valide opérationnellement est confronté en réalité à un défaut d'abstraction préjudiciable tant sur le plan de la connaissance que celui de la recherche.

L'objet de la présente contribution propose que l'informel soit analysé comme forme de vie, d'organisation et de reproduction d'espaces périphériques mais également comme produit social dans un système unipolaire de reproduction. Ce système se caractérise par des distanciations très importantes vis à vis de catégories moins évoluées et tend à imposer des formes locales de reproduction prises comme des variations subalternes de politique économique.¹

Il s'agit en réalité de dépasser la seule manifestation apparente du phénomène que constitue l'informel pour tenter d'en reconfigurer des substrats et de livrer à la recherche des catégories intéressantes sur le plan de l'économie sociale moins interpellées sur le plan de leur rationalité intrinsèque. Les formes ambivalentes de leur manifestation tendent à en excuser la marginalité pour en assurer la validation et la pérennité sociales.

* Enseignante à L'E.N.A

¹ Quant à la valeur intrinsèque de toute recherche sur l'informel, il est utile d'évoquer S. LATOUCHE «une des raisons du succès du thème de recherche de l'informel, c'est qu'on peut y mettre tout et n'importe quoi. Chacun se choisit son informel sur mesure.» (Cahiers des Sciences Humaines, trente ans 1963 – 1992).

Ces configurations socio-économiques atypiques, qui sont en fait sous-jacentes à des processus de reproduction complexes, se nourrissent des crises qui ont affecté les modèles développementistes, submergés par le croît démographique et rendus incapables d'assurer leurs conditions et espaces de reproduction.²

Sous un prisme teinté d'ambivalence, quelquefois de manichéisme, l'informel est tantôt apprécié tantôt combattu, sans que les instruments de sa validation sociale ou de sa réduction ne soient formalisés et acceptés en tant que tels dans les sociétés qui le subissent. Le fait est que le secteur informel évolue à la périphérie du secteur formel seulement en apparence, insérés en réalité dans processus dialectique : cet espace de reproduction peut dans la plupart des cas s'avérer, socialement vital dans un système économique en transition mais qui en fait développe des comportements et des mécanismes délétères.

Comme hypothèse de départ, il est à considérer que l'informel est un mode d'existence du capital, que ce mode est versé comme ersatz à des formations sociales périphériques et enfin que ce mode constitue un pis-aller de formes d'existences compatibles avec le processus de mondialisation.

Dans ce sens, l'informel s'attache à un système d'idéologie caractérisé par des déterminations universelles qui lui accordent un ancrage provisoire comme forme périphérique de reproduction du capital.

Trois points seront abordés dans cette contribution :

le champ sémantique de l'informel,

les liens conceptuels qui forment les niveaux relationnels avec les notions d'ordre,

le champ d'expression de l'informel.

² Il y a toutefois lieu d'opérer des segmentations longitudinales pour saisir ce qui ressort de l'économie de subsistance qui se nourrit de petits métiers de ce qui ressort de l'économie accaparative qui brasse des quantités gigantesques de ressources et qui arrive à gangrener toute une économie, voire plusieurs économies simultanément. Dans cette problématique, il serait intéressant de s'appesantir sur les relais et les interfaces offerts par le capital pour matérialiser des processus d'accumulation à une échelle supra voire multinationale.

1) Champ sémantique

Il est intéressant d'approfondir l'analyse du phénomène de l'informel au moment où il est présenté par certains courants de pensée comme valeur, presque comme norme socio-économique de référence, capable d'imprimer à l'économie et à la société une dynamique de croissance et de progrès par rapport à ses capacités d'adaptation économique et sociale et qui quelquefois, est présenté comme un modèle de réussite économique.

Tout un système de signes le représente, le valide et en fait même référence – et c'est le côté sublimation sociale par rapport à ses capacités d'entreprise et de management pour des groupes entiers de populations qui n'ont pu s'intégrer dans les espaces de reproduction existants³

L'émergence du secteur s'est d'abord cristallisée autour du marché des biens et des services avant de se propager au secteur financier.

Le Bureau International du Travail est l'un des premiers organismes à avoir qualifié et conceptualisé la notion de secteur informel dès le début des années 1970.⁴

Au niveau de sa population, le secteur informel constitue le refuge d'un ensemble de porteurs d'ambitions, d'aptitudes, de qualifications et de motivations que le système n'a pas ou ne peut intégrer pour en faire des exclus (de la famille, de l'école, de la société).

L'informel se fonde sur des formes d'existence, d'activité et de reproduction qui, à défaut d'être reconnues officiellement par les gouvernants, sont consacrées par la société souvent comme symbole de réussite sociale déclassant les systèmes légaux d'emploi et de rémunération.

L'appréhension objective du phénomène ne peut laisser indifférent, d'autant que l'analyse économique et sociale qui entend le cerner manque d'approches validées et se caractérise par une triple vacuité conceptuelle, méthodologique et instrumentale.

³ la VVX session de la Francophonie tenue à Ottawa en juillet 1999 reconnaît à l'économie informelle son utilité économique et sociale et rejoint en l'idée d'intégrer cet espace d'activité les recommandations du FMI et de la BM

⁴ Droits sociaux et secteur informel Global Labour Institute : Communication de Dan Gallin. Université d'été de l'ACMACO. Tunis 1999

Au niveau économique, la question est importante dans la mesure où une société organisée ne peut manifester de l'indifférence à l'égard d'un système dont elle n'a pas assez analysé les fondements, saisi les limites, estimé l'importance et encore moins la dimension par rapport à l'intérêt qu'il présente ou la menace qu'il constitue, envisagé dans sa dynamique de reproduction.

Dans ces différents questionnements apparaît la nécessité impérieuse de mieux identifier « ce mode de production » et la nécessité d'une réflexion plus large, englobant les dimensions conceptuelles, sémantiques et surtout factuelles pour fonder la visibilité du phénomène. Outre les difficultés de mesure qui préoccupent de plus en plus d'économistes et de statisticiens des pays en voie de développement devant l'étendue de sa prolifération, la réalité de ses effets induits (positifs et négatifs) milite pour une observation minutieuse du phénomène en écartant toutes formes de préjugés.

Dans cette perspective, l'informel a tendance à déborder de son creuset initial en passant d'une représentation délétère de l'économie, en tant qu'excroissance ou épiphénomène de l'organisation socio-économique à un statut qui se réclame de l'analyse systémique. Il n'est plus seulement lié à une notion d'évasion sociale ou fiscale.

Pour comprendre ce changement de statut, il est important d'évoquer le système idéologique qui a marqué sa légitimation.

L'informel a constitué, au départ, l'underground de toutes les économies quel que soit leur niveau de développement, profitant de larges espaces non codifiées par la loi, d'une application laxiste ou personnalisée de la réglementation, d'une absence de l'Etat.

A ce niveau, une typologie des formes de manifestations de ce phénomène s'impose, mais devrait davantage référer à l'analyse sociologique. En fait, ce phénomène semble avoir (ou présente) une dimension culturelle pesante et puissante dans laquelle il puise ses motivations et sa dynamique internes. L'analyse sociale laisse perplexe quant aux qualités qu'on lui reconnaît

Le passage d'une reconnaissance très localisée à une forme d'existence économique en la forme d'un système aux dimensions pérennes exige davantage une reconnaissance sociale mais aussi un fondement économique et un soubassement idéologique.

En fait, les autorités monétaires internationales ont grandement contribué à l'ancrage et à la validation d'un tel phénomène. La décennie 80 a été marquée par la mise en œuvre des programmes d'ajustement

structurel. C'est à partir de là que le phénomène de l'informel a proliféré. Les thèses développées à l'égard de ce phénomène sont passées par trois étapes intimement liées à l'émergence d'une nouvelle pensée rationaliste.

à un premier niveau, le secteur informel est présenté comme un secteur « hors la loi » source de fraude et d'évasion fiscales importantes et de perversion du comportement des individus et des structures économiques. A ce stade d'analyse, la seule thérapie admissible était la lutte légale contre ces manifestations qui confirment la thèse de l'expansion.

à un second niveau, les opérations de restructuration économique devenant des thérapies massives, l'informel apparaissait comme un secteur créateur de richesses qu'il importe d'encadrer fiscalement et d'intégrer à l'économie nationale, permettant ainsi de faire le balancement par rapport au poids prépondérant du secteur public en soulignant déjà les thèses favorables à l'émergence du secteur privé.

à un troisième niveau, le secteur informel est présenté comme un secteur pilote, dynamique, capable de transcender – et de remplacer au demeurant les structures économiques existantes. Il est, dans ce sens, présenté comme une alternative intéressante au changement mieux encore comme une référence en matière de dynamique de comportement et d'intégration par rapport aux espaces de référence. « ...dans la logique de la restauration des marchés libérés, des entraves étatiques et de la dénonciation de l'incapacité de l'Etat à intégrer les exclus, par un appui préconisé par les organisations internationales au développement du secteur informel, un secteur sensé assurer une plus grande efficacité économique et donc améliorer le sort des plus pauvres »⁵

Cette évolution dans la perception du rôle de l'informel n'est pas fortuite. Elle correspond à une reconfiguration des structures économiques dans un système d'essence libéral qui s'accommode avec toutes formes de liberté d'entreprise.

La bonne fortune du concept se conjugue avec l'esprit de la dérégulation qu'anime le phénomène de mondialisation et qui réduit à sa portion congrue la sphère d'influence des états-nations. Cette conception fait partie d'une recomposition du rôle économique des Etats et sous-tend de nouvelles formes de reproduction du capital et des rapports économiques et sociaux à une échelle mondialisée.

⁵ T. Ardisson L. Dermey cités par P. Salama et J. Valier : pauvreté et inégalités dans le tiers monde Ed La Découverte Paris 1994

2)- Champ conceptuel

L'informel désigne tout ce qui n'a pas de forme au plan des normes validées légalement et réglementées socialement. Il constitue une forme non officiellement reconnue d'existence sociale et qui utilise comme champ d'existence et de reproduction l'ensemble des espaces non codifiés par la loi.

Entre le réel et le formel, les espaces d'expression tendent à se multiplier et emprunter des formes de plus en plus atypiques, symboliquement déclassées néanmoins novateurs mais qui ne sont pas moins importantes du point de vue de la reproduction sociale. De nouvelles formes spontanées d'existence du capital sont apparues, des substitutions plus performantes ont pris la place de formes frappées de léthargie.

Le réel correspond aux capacités techniques, culturelles, économiques mais aussi instrumentales d'une société dans le cadre d'une réglementation permise et acceptée. Le formel dépasse en s'élargissant à l'univers des possibles ce que le réel ne permet pas.

Dans ce sens, la tendance est à valider, voire à imposer, l'univers des possibles comme étant des formes de dépassement des systèmes socio-économiques déclassés.

Il convient de noter des convergences intéressantes avec le champ de reproduction de capital international, également la recherche et l'exploration de nouvelles formes de nouvelles d'adaptation de nature systémique. Le mode d'emploi de l'informel dépasse le simple stade de l'ersatz de l'organisation pour s'imposer comme mutation socioculturelle capable de transcender les schémas et les rapports établis, prisonniers de stéréotypes et des schémas stérilisants. Ceci constitue une acceptation très large du phénomène eu égard à ses capacités de multiplication et de régénérescence. « Les formes de production correspondantes (informel) font surface et se développent partout avec beaucoup moins de ressources que les formes reconnues, planifiées ou subventionnées. Selon les cas, elles apportent une concurrence vigoureuse ou un complément indispensables aux activités officielles enregistrées ... »⁶.

Au plan conceptuel, l'informel apparaît comme étant la ressource libérée de toute entrave bureaucratique, sociale, complètement débridée

⁶ L. Abdelmalki P. Mundler Economie du Développement Ed Hachette collection IIIU Economie Paris 1995

par rapport à ses capacités d'initiative, d'innovation, d'intelligence ou simplement de solutions alternatives.

Il est important de ne pas restreindre l'analyse et la conception de l'informel à l'évasion sociale et fiscale, c'est à dire à positionner l'informel au niveau de la sphère commerciale : ceci équivaut à réduire le phénomène à une manifestation d'ex-croissance formelle qui ne couvre qu'une surface restreinte avec l'étendue du champ de l'informel.

En réalité le phénomène est beaucoup plus complexe dès lors qu'il se fonde sur une dynamique de reproduction qui puise ses ressorts dans l'économie formelle, les espaces du droit non codifiés et les interstices de la réglementation. Il ne peut survivre et prospérer que moyennant des relais au sein de l'administration.

L'étendue du phénomène informel ne peut se comprendre que par rapport à l'épuisement des schémas organisationnels et des normes sociales de comportement en place, incapables d'innovation. Ceci apporte une preuve supplémentaire à la validation de l'informel que les systèmes actuels de production et de reproduction tendant à préférer voire à consacrer systématiquement. Il n'en demeure pas moins que la thèse de l'émergence d'un système nouveau est contrebalancée par les apparences d'un phénomène insaisissable dont les contours ne se définissent que par rapport à son évanescence et son manque de consistance.

3)- Champ d'expression

Il n'y a apparemment pas de limites au champ informel dans la mesure où il s'intéresse à l'ensemble des espaces sociaux et économiques. Sa force réside précisément en le fait qu'il n'est contraint par aucune forme limitative s'agissant d'occuper des espaces vides non codifiés et non soumis à une quelconque forme de réglementation, voire de détourner à son profit les formes juridiques ambiguës.

Le terme « secteur informel » est connu sous différentes appellations telles que l'économie souterraine, l'économie parallèle, la micro-économie, l'économie de subsistance, le travail autonome, le secteur non structuré, ...⁷

⁷ Campagne de la JOC d'Asie Pacifique sur le secteur informel. Résolution du Conseil International de la JOCI 2000 Documents de l'Organisation Internationale du Travail

Les travailleurs informels représentent près de 60% de la main d'œuvre des grandes capitales de la société mondialisée ⁸ de plus et à l'échelle mondiale, « plus du quart des travailleurs exerce une activité dans le secteur informel ». ⁹ On estime qu'un quart de la population mondiale économiquement active en dehors de l'agriculture, soit 500 millions de personnes dépendent pour leur survie du secteur informel ¹⁰

Du point de vue économique et s'agissant plus particulièrement des pays en voie de développement, l'informel s'attache et « s'attarde » sur les espaces commerciaux et de services. Les raisons de cette manifestation sont en apparence simples.

gains importants que conforte une circulation rapide du capital et des capacités de reproduction.

situation dans le champ informel, c'est-à-dire de rapport qui permettent d'échapper aux principales formes de fiscalisation (les activités du secteur informel se prêtent mal au repérage comptable ...) par nature le secteur informel échappe largement aux différents impôts.

management réduit à la plus simple expression : ni bureaux, ni domiciliation fiscale et bancaire.

réseau étendu de clientèle préalablement formée et informelle acquise au système relationnel mis en place.

En réalité, le phénomène informel est sous-jacent à une déliquescence des structures socio-économiques. Cette déliquescence se situe à plusieurs niveaux :

le recours à des formes non codifiées hybrides sont porteuses de dissidences vis-à-vis de formes légales dont les limites au plan des normes sont patentes parce que les relations économiques, politiques et sociales sont insuffisamment codifiées et socialement mal vécues.

les formes anarchiques de production et de reproduction affectent l'organisation économique et sociale en place. Ces formes vampirisent les systèmes officiellement consacrés tout en les menaçant d'effondrement,

⁸ ibidem

⁹ Le courrier ACP-UE n°178 dossier « le secteur informel » janvier 2000

¹⁰ Ces chiffres sont impressionnants pour nombre de pays comme l'Inde avec 93% de la population active et comme données comparative, 20% pour l'Italie et 19% pour l'Allemagne.

- elles constituent le refuge de toutes les actions et de toutes les opérations que les systèmes légaux des pays combattent et tentent de réduire.

elles détruisent toute référence à des systèmes économiques et sociaux valides et habilités historiquement du moment qu'elle leur oppose d'autres formes de rationalité et de comportement.

On peut comprendre à ce stade les ravages que l'usage immodéré d'un tel comportement peut provoquer dans des sociétés dont la fragilité n'a de synonyme que leur état de délabrement le plus souvent soumis au dictat de l'ajustement structurel.

Que cette forme de comportement soit portée par un dogme sans analyse préalable à de quoi inquiéter compte tenu des ravages qu'elle peut susciter. Sa propension à envahir toutes les sphères de la vie économique et sociale en fait un substitut facile – un placebo – à tout effort de construction économique de nature productive.

Au plan factuel, il convient de noter que dans les économies du tiers monde, l'économie informelle tend à prendre le dessus sur les structures de production légales, qui de surcroît produit une inhibition forte de nature déstabilisatrice :

Sur le plan de l'emploi, l'informel utilise une quantité importante de réseaux qui traduisent une évasion sociale importante mais aussi et surtout un basculement organisé dans le non droit. Cette configuration tend à rendre caduques les définitions et les normes en vigueur comme elle tend à faire émerger des formes atypiques d'emploi et de travail.

Sur le plan de l'activité économique, les nouvelles formes d'activité sont fortement influencées par la nécessité de circulation rapide du capital qui accordent une forte prééminence à l'activité commerciale et accessoirement de service. La floraison d'activité de production hors normes et la multiplication d'espaces à haute productivité expliquent cet engouement.

Sur le plan relationnel et des rapports sociaux, l'informel se nourrit de corruption et de relations clientélistes.

Les nouvelles normes de comportement conduisent à la décomposition des tissus sociaux tout en faisant apparaître des malaises sans omettre d'évoquer l'effet de pourrissement que pareils comportements suscitent. Ces comportements transforment les devoirs et les obligations en formes de vénalités qui ne disent pas leur nom.

En conclusion, il apparaît que le support matériel et instrumental de l'informel ne vaut que par son opportunisme et les limites du champ d'expression des formes légales. Néanmoins, l'informel présente le danger d'être imposé pour effet de mutation, sans être validé aux plans social et économique.

Dans nos économies, ces formes ne sont pas porteuses de progrès ; elles s'allient objectivement aux formes connues d'évasion et de fraude fiscales et de transfert illégal de capitaux : elles souscrivent à l'universalité du capital qui fait de l'élargissement de leur espace une condition de leur reproduction. Sans être source de progrès économique et social.

L'envers du décor est aussi que ces formes de reproduction du capital occasionnent de fortes déprédations aux économies et aux sociétés organisées soucieuses de leur pérennité assise institutionnellement et réglementairement sans évoquer le fait qu'elles participent entièrement à la destruction des systèmes productifs et de l'emploi.

On peut dégager quelques lignes de recherche à partir de quelques éléments de problématique là partir :

- de l'alignement de l'économie informelle sur des formes de reproduction atypiques versées comme activités de reproduction du capital périphérique

- des formules d'adaptation aux contextes spécifiques des nouvelles économies sociales, éloignées des schémas compétitifs classiques,

- des formes de recyclage des excédents marchands par la reconfiguration des rapports de production et de consommation.

- de la nouvelle économie –par hérésie sans doute- qui entend apporter des solutions locales à des économies en déshérence laissées pour compte des nouveaux schémas de référence.

Les différentes formulations conduisent à se positionner par rapport aux marges de tolérance et aux attentes de l'informel. il convient dans ce contexte, de repousser des explications trop empreintes de manichéisme pour examiner la question fondamentale des nouvelles formes de reproduction sociale livrées à des déterminismes difficilement contournables mais qui n'en recèlent pas moins de nouvelles formes d'économies socialisées qui arrangeraient en fait la grande crise de l'emploi et politiquement la solution populiste.

Derrière ces considérations se profilent les questions cardinales de répartition des revenus qui ne trouvent pas de réponse dès lors que la

répartition n'a plus de relation avec le travail. Derrière ces considérations, se profilent également les questions lourdes des tendances au délabrement économique sans possibilité d'édifices durables, capables de progrès technique.

Notes

1)-Abdelmalki (L) et Mundler (P): Economie du développement, les théories, les expériences, les perspectives Hachette - 1995.

2)-Archambault (E) et Greffe (X): Les économies non officielles - Editions la découverte - Paris 1984.

3)- Henni Ahmed :Essai sur l'économie parallèle - cas de l'Algérie - Enag éditions - Alger 1991.

4)-Hoerver (JM) Le tiers monde entre la survie et l'informel- L'Harmattan 1995

5)- Salama (P) et Valier: Pauvreté et inégalités dans le tiers -monde - Editions la découverte - Paris 1994.

6)-Cahier des sciences humaines:Trente ans 1962-1992

7)-Le courrier ACP.UE n°78 Dossier « le secteur informel » Janvier 2000

8)- Rapports sur le développement dans le monde : banque mondiale 1997-1998 .